

Fontaine-l'Evêque .....	61.431
Seneffe .....	66.581
Thuin .....	44.198
Boussu .....	57.588
Dour-Colfontaine .....	67.461
Enghien (Edingen)-Lens .....	70.958
La Louvière .....	80.637
Mons (Bergen) I .....	47.649
Mons (Bergen) II .....	47.650
Soignies (Zinnik) .....	69.004
Ath-Lessines (Aat-Lessen) .....	68.877
Mouscron-Comines-Warneton (Moeskroen-Komen-Waasten) .....	76.297
Péruwelz-Leuze-en-Hainaut .....	56.899
Tournai (Doornik) I .....	58.006
Tournai (Doornik) II .....	58.006
	-----
	1.341.645

Vu pour être annexé à notre arrêté du 27 février 2019 déterminant la population des cantons judiciaires.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 27 februari 2019 tot bepaling van de bevolking van de gerechtelijke kantons.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2019/40568]

22 FEVRIER 2019. — Arrêté royal fixant le règlement d'ordre intérieur  
de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises, l'article 11, § 2, l'article 26, modifié par la loi du 30 juillet 2018, les articles 65, 67, 69, 71 et 145, 9° ;

Vu l'arrêté royal du 7 juin 2007 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises ;

Vu l'avis de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, donné le 15 juin 2017 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des professions économiques, donné le 29 juin 2017 ;

Vu l'avis 64.685/1 du Conseil d'Etat, donné le 13 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions introducives*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> loi : la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises ;

2<sup>o</sup> Collège : le Collège de supervision des réviseurs d'entreprises, créé par l'article 32 de la loi ;

3<sup>o</sup> Conseil supérieur : le Conseil supérieur des professions économiques, créé par l'article 54 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales ;

4<sup>o</sup> Institut : l'Institut des Réviseurs d'Entreprises visé à l'article 64 de la loi ;

5<sup>o</sup> assemblée générale : l'assemblée générale de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, visée à l'article 66 de la loi ;

6<sup>o</sup> Conseil : le Conseil de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises ;

7<sup>o</sup> registre public : le registre public visé à l'article 10 de la loi ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2019/40568]

22 FEBRUARI 2019. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren, artikel 11, § 2, artikel 26, gewijzigd bij de wet van 30 juli 2018, artikelen 65, 67, 69, 71 en 145, 9°;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juni 2007 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren ;

Gelet op het advies van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren, gegeven op 15 juni 2017 ;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de economische beroepen, gegeven op 29 juni 2017 ;

Gelet op advies 64.685/1 van de Raad van State, gegeven op 13 december 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> wet: de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren ;

2<sup>o</sup> College: het College van toezicht op de bedrijfsrevisoren, opgericht bij artikel 32 van de wet ;

3<sup>o</sup> Hoge Raad: de Hoge Raad voor de economische beroepen opgericht bij artikel 54 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen ;

4<sup>o</sup> Instituut: het Instituut van de Bedrijfsrevisoren bedoeld in artikel 64 van de wet ;

5<sup>o</sup> algemene vergadering: de algemene vergadering van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren bedoeld in artikel 66 van de wet ;

6<sup>o</sup> Raad: de Raad van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren ;

7<sup>o</sup> openbaar register: het openbaar register bedoeld in artikel 10 van de wet ;

8° chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires visé à l'article 96 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du code des sociétés.

## CHAPITRE 2. — *Financement de l'Institut*

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Les réviseurs d'entreprises et les cabinets d'audit enregistrés en Belgique conformément à l'article 10, § 2, de la loi paient chaque année les cotisations suivantes pour couvrir le financement des frais de fonctionnement de l'Institut :

1° une cotisation fixe dont le montant ne peut être supérieur à 5.000 euros. Ce montant de 5.000 euros est lié à l'indice des prix à la consommation et est indexé chaque année le 1<sup>er</sup> janvier. L'indexation se fera la première fois au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté. L'indice de référence sera l'index des prix à la consommation du mois précédent l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

2° une cotisation complémentaire variable calculée en fonction du chiffre d'affaires réalisé en Belgique et/ou du nombre de mandats de commissaires ; cette cotisation ne peut être supérieure à 2 pourcent du chiffre d'affaires annuel soumis à la T.V.A. et peut être fixée à un montant minimum.

§ 2. Annuellement, l'assemblée générale détermine le montant des cotisations fixes ainsi que, le cas échéant, le pourcentage des cotisations variables.

Elle fixe toutes les modalités particulières qui sont utiles pour le calcul des cotisations.

§ 3. Les réviseurs d'entreprises et les cabinets d'audit enregistrés communiquent leur chiffre d'affaires réalisé en Belgique ainsi que le nombre de mandats de commissaires, dans les délais et selon les modalités fixées par le Conseil.

§ 4. La moitié des cotisations fixes et variables est réclamée au cours de chaque semestre. La première moitié de la cotisation variable est unacompte calculé sur la base de la déclaration de l'année précédente.

Les cotisations sont payables dans le mois de l'appel adressé par le trésorier.

§ 5. Le Conseil établit les modalités de la perception des cotisations fixe et variable, dans le respect des décisions de l'assemblée générale et des dispositions du présent arrêté.

§ 6. Le réviseur d'entreprises personne physique démissionnaire ou le cabinet de révision qui demande à être retiré du registre public est tenu de payer les cotisations pour le semestre au cours duquel la démission ou le retrait du registre public est admis.

§ 7. Les associés d'un cabinet de révision sont responsables du paiement des cotisations imputées au cabinet de révision par part virile.

§ 8. En cas de force majeure, le Conseil peut exceptionnellement, sur demande motivée et documentée du réviseur d'entreprises concerné, réduire ses cotisations pour une durée déterminée.

**Art. 3.** Les cabinets de révision en liquidation paient des cotisations, conformément à l'article 2.

Les liquidateurs d'un cabinet de révision communiquent au Conseil le chiffre d'affaires de la société jusqu'à son omission du registre public, et ce afin de s'acquitter de la cotisation variable restant due.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Les contrôleurs et entités d'audit de pays tiers enregistrés en Belgique conformément à l'article 26, alinéa 2, de la loi, paient chaque année un montant couvrant les frais liés à leur enregistrement et au maintien de leur enregistrement.

§ 2. Ce montant est payable dans son intégralité dans le mois de l'appel adressé par le trésorier.

§ 3. Annuellement, l'assemblée générale détermine ce montant qui ne peut être supérieur à 5.000 euros. Ce montant de 5.000 euros est lié à l'indice des prix à la consommation et est indexé chaque année le 1<sup>er</sup> janvier. L'indexation se fera la première fois au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté. L'indice de référence sera l'index des prix à la consommation du mois précédent l'entrée en vigueur du présent arrêté.

## CHAPITRE 3. — *Titres honorifiques*

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Après consultation du Collège, le Conseil peut autoriser le port du titre de réviseur d'entreprises honoraire aux réviseurs d'entreprises personnes physiques qui ont démissionné après avoir exercé la profession avec dignité, probité et délicatesse pendant

8° omzet: de l'omzet bedoeld in artikel 96 van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het wetboek van vennootschappen.

## HOOFDSTUK 2. — *Financiering van het Instituut*

**Art. 2. § 1.** De bedrijfsrevisoren, alsook de in België overeenkomstig artikel 10, § 2, van de wet geregistreerde auditkantoren, betalen jaarlijks de volgende bijdragen ter financiering van de werkingskosten van het Instituut:

1° een vaste bijdrage waarvan het bedrag niet hoger mag zijn dan 5.000 euro. Dit bedrag van 5.000 euro is gekoppeld aan de consumptieprijsindex en wordt jaarlijks geïndexeerd op 1 januari. De indexering zal voor de eerste maal gebeuren op 1 januari van het jaar dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit met als referentie-index de consumptieprijsindex van de maand voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit;

2° een aanvullende veranderlijke bijdrage, die wordt berekend steunend op de omzet gerealiseerd in België en/of op het aantal commissarismandaten; deze bijdrage mag niet hoger zijn dan 2 procent van de aan btw onderworpen jaarlijkse omzet en kan op een minimumbedrag worden vastgelegd.

§ 2. Jaarlijks bepaalt de algemene vergadering het bedrag van de vaste bijdragen en ook, in voorkomend geval, het percentage van de veranderlijke bijdragen.

Ze stelt alle bijzondere voorwaarden vast die nuttig zijn voor de berekening van deze bijdragen.

§ 3. De bedrijfsrevisoren en de geregistreerde auditkantoren delen hun omzet gerealiseerd in België alsook het aantal commissarismandaten binnen de door de Raad vastgelegde termijnen en modaliteiten mee.

§ 4. De vaste en de veranderlijke bijdragen worden telkens voor de helft halfjaarlijks opgevraagd. De eerste helft van de veranderlijke bijdrage is een voorschot berekend op basis van de aangifte van het vorige jaar.

De bijdragen zijn betaalbaar binnen de maand na de door de penningmeester toegezonden oproep.

§ 5. De Raad stelt de inningsvoorraarden van de vaste en veranderlijke bijdrage vast, met naleving van de beslissingen van de algemene vergadering en de bepalingen van dit besluit.

§ 6. De bedrijfsrevisor-natuurlijk persoon die ontslag neemt of het bedrijfsrevisorenkantoor dat vraagt om doorgehaald te worden in het openbaar register, is de bijdragen verschuldigd voor het halfjaar waarin het ontslag of de doorhaling in het openbaar register wordt aanvaard.

§ 7. De vennooten van een bedrijfsrevisorenkantoor zijn voor hun aandeel aansprakelijk voor de betaling van de bijdragen toegerekend aan het bedrijfsrevisorenkantoor.

§ 8. In geval van overmacht kan de Raad, op gemotiveerd en gedocumenteerd verzoek van de betrokken bedrijfsrevisor, uitzonderlijk zijn bijdragen voor een bepaalde periode verlagen.

**Art. 3.** De bedrijfsrevisorenkantoren in vereffening betalen bijdragen overeenkomstig artikel 2.

De vereffenaars van een bedrijfsrevisorenkantoor delen aan de Raad de omzet mee van de vennootschap tot aan haar doorhaling in het openbaar register, dit ter afrekening van de nog verschuldigde veranderlijke bijdrage.

**Art. 4. § 1.** Overeenkomstig artikel 26, tweede lid, van de wet, betalen de in België geregistreerde auditors en auditorganisaties van een derde land, jaarlijks een bedrag tot dekking van de aan hun registratie en het behoud ervan verbonden kosten.

§ 2. Dit bedrag is in zijn geheel betaalbaar binnen de maand na de door de penningmeester toegezonden oproep.

§ 3. Jaarlijks bepaalt de algemene vergadering dit bedrag dat niet hoger mag zijn dan 5.000 euro. Dit bedrag van 5.000 euro is gekoppeld aan de consumptieprijsindex en wordt jaarlijks geïndexeerd op 1 januari. De indexering zal voor de eerste maal gebeuren op 1 januari van het jaar dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit met als referentie-index de consumptieprijsindex van de maand voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit.

## HOOFDSTUK 3. — *Eretitels*

**Art. 5. § 1.** Na raadpleging van het College kan de Raad het voeren van de titel van erebedrijfsrevisor toelaten aan bedrijfsrevisoren-natuurlijke personen die ontslag namen na gedurende ten minste vijftien jaar het beroep met waardigheid, rechtschapenheid en kiesheid

quinze ans au moins et qui ont respecté jusqu'au jour de la délivrance de cette autorisation les règles de dignité, de probité et de délicatesse.

§ 2. La liste des réviseurs d'entreprises honoraires est publiée sur le site internet de l'Institut.

§ 3. En cas de manquement aux règles de dignité, probité ou délicatesse, ou aux conditions d'octroi du titre de réviseur d'entreprises honoraires, l'autorisation de porter le titre honorifique peut, après consultation ou sur demande du Collège, être retirée par le Conseil. L'intéressé dispose d'un délai d'un mois après que la décision de retrait lui a été notifié pour introduire un recours auprès du Collège.

§ 4. Le Conseil peut accorder le port du titre de président honoraire à un ancien président de l'Institut, après l'achèvement de son mandat.

Les dispositions reprises au paragraphe 3 sont d'application le cas échéant.

#### CHAPITRE 4. — Assemblée générale

**Art. 6.** L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année au cours de la seconde moitié du mois d'avril.

Le Conseil détermine les modalités de convocation et de mise à disposition des documents.

La convocation mentionne l'ordre du jour, le lieu, le jour et l'heure de l'assemblée.

**Art. 7.** Sans préjudice de l'article 66, alinéa 4, de la loi, les procurations pour l'assemblée générale doivent, pour être valables, parvenir à l'Institut au moins cinq jours calendrier avant la date de l'assemblée générale. Elles doivent être datées et signées par le mandant et comprendre l'identité du mandant, l'identité du mandataire et la date de l'assemblée générale pour laquelle la procuration est valable.

**Art. 8.** Les comptes annuels et le budget donnent lieu à des votes séparés.

Le vote du budget porte nécessairement sur l'ensemble de celui-ci et entraîne l'approbation du montant des cotisations en fonction des montants qui ont été pris en considération pour l'établissement dudit budget.

Dans les limites du budget approuvé de l'exercice précédent, le Conseil est autorisé à percevoir les cotisations et montants visés aux articles 2 et 4 et à engager les dépenses durant les six premiers mois de l'exercice suivant.

Si les comptes ou le budget ne sont pas approuvés, le Conseil peut proroger l'assemblée générale de deux mois au plus.

**Art. 9.** Conformément aux articles 68 et 73, § 2, de la loi, l'assemblée générale procède à l'élection :

- 1° du président du Conseil ;
- 2° du vice-président du Conseil ;
- 3° des douze membres du Conseil ;
- 4° des commissaires chargés du contrôle légal des comptes annuels.

Le président du Conseil porte le titre de président de l'Institut.

Les nouveaux titulaires entrent en fonction immédiatement après l'assemblée générale qui les a désignés.

**Art. 10.** L'assemblée générale qui est convoquée à la demande d'au moins un cinquième des réviseurs d'entreprises personnes physiques, conformément à l'article 67, alinéa 2, de la loi, se tient au plus tard deux mois après la date de la réception de la demande.

La convocation mentionne l'ordre du jour, le lieu, le jour et l'heure de l'assemblée.

**Art. 11.** L'assemblée générale ne peut délibérer valablement que sur les objets portés à son ordre du jour.

Elle est présidée par le président de l'Institut.

A toute assemblée, il est procédé, sur proposition du président, à la désignation d'au moins deux scrutateurs et de dix au plus, qui ne peuvent être désignés parmi les membres du Conseil, ni parmi les candidats à des mandats que l'assemblée est appelée à pourvoir.

**Art. 12.** Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans le procès-verbal signé par le président, les secrétaires et deux scrutateurs.

te hebben uitgeoefend en die tot op de dag van de afgifte van deze toelating de regels van waardigheid, rechtschapenheid en kiesheid nageleefd hebben.

§ 2. De lijst van de erebedrijfsrevisoren wordt gepubliceerd op de website van het Instituut.

§ 3. Bij niet-naleving van de regels van waardigheid, rechtschapenheid of kiesheid of wanneer niet langer voldaan is aan de toekenningsvoorraarden van de titel van erebedrijfsrevisor, kan de Raad, na raadpleging van of op verzoek van het College, de toestemming tot het voeren van de eretitel intrekken. De belanghebbende beschikt over een termijn van een maand nadat de beslissing van de intrekking hem ter kennis werd gebracht om beroep in te dienen bij het College.

§ 4. De Raad kan het voeren van de titel van erevoorzitter toekennen aan een gewezen voorzitter van het Instituut, na het beëindigen van diens mandaat.

In voorkomend geval zijn de bepalingen hernomen in paragraaf 3 van toepassing.

#### HOOFDSTUK 4. — Algemene vergadering

**Art. 6.** De gewone algemene vergadering komt jaarlijks bijeen in de loop van de tweede helft van de maand april.

De Raad bepaalt de modaliteiten van oproeping en terbeschikkingstelling van de documenten.

De oproeping vermeldt de agenda, de plaats, de dag en het uur van de vergadering.

**Art. 7.** Onverminderd artikel 66, vierde lid, van de wet moeten de volmachten voor de algemene vergadering, om geldig te zijn, aankomen op het Instituut, ten minste vijf kalenderdagen vóór de datum van de algemene vergadering. Zij moeten gedateerd en ondertekend zijn door de volmachtgever en dienen de identiteit van de volmachtgever, de identiteit van de gevoldmachtigde en de datum van de algemene vergadering waarvoor de volmacht geldig is, te bevatten.

**Art. 8.** De jaarrekening en de begroting geven aanleiding tot aparte stemmingen.

De stemming over de begroting slaat noodzakelijk op de gehele begroting en brengt mede dat de bijdragen zijn bepaald op de bedragen die in aanmerking werden genomen voor de opstelling van de begroting.

Binnen de perken van de goedgekeurde begroting van het voorgaand boekjaar, is de Raad ertoe gemachtigd om gedurende de eerste zes maanden van het volgend boekjaar de in artikelen 2 en 4 bedoelde bijdragen en bedragen te innen en de uitgaven te doen.

Indien de rekening of de begroting niet wordt goedgekeurd, kan de Raad de algemene vergadering ten hoogste twee maanden uitstellen.

**Art. 9.** Overeenkomstig de artikelen 68 en 73, § 2, van de wet kiest de algemene vergadering:

- 1° de voorzitter van de Raad;
- 2° de ondervoorzitter van de Raad;
- 3° de twaalf leden van de Raad;
- 4° de commissarissen belast met de wettelijke controle van de jaarrekening.

De voorzitter van de Raad voert de titel van voorzitter van het Instituut.

De nieuwe titularissen treden onmiddellijk in functie na de algemene vergadering die hen heeft aangeduid.

**Art. 10.** De algemene vergadering die overeenkomstig artikel 67, tweede lid, van de wet wordt samengeroepen op vraag van ten minste één vijfde van de bedrijfsrevisoren-natuurlijke personen, wordt ten laatste twee maanden na de datum van de ontvangst van de aanvraag gehouden.

De oproeping vermeldt de agenda, de plaats, de dag en het uur van de vergadering.

**Art. 11.** De algemene vergadering kan enkel over de op haar agenda vermelde onderwerpen geldig beraadslagen.

Zij wordt voorgezeten door de voorzitter van het Instituut.

Op elke vergadering worden op voorstel van de voorzitter ten minste twee en ten hoogste tien stemopnemers aangewezen die niet mogen worden gekozen uit de Raadsleden of uit de kandidaten voor mandaten waarin de vergadering moet voorzien.

**Art. 12.** De besluiten van de algemene vergadering worden opgenomen in de notulen die worden ondertekend door de voorzitter, de secretarissen en twee stemopnemers.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont conservés au siège de l’Institut. Ils sont communiqués aux réviseurs d’entreprises à leur demande.

Le président de l’Institut décide de la délivrance des extraits destinés à des personnes qui ne sont pas réviseurs d’entreprises et les signe.

**Art. 13.** A moins que l’assemblée générale ou le président de l’Institut n’en décide autrement, les décisions de l’assemblée générale sont prises par vote à main levée.

Le vote a lieu au scrutin secret lorsqu’il concerne des élections.

En dehors des cas visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, il ne peut être procédé à un vote au scrutin secret qu’au moyen d’une demande écrite introduite par cinquante réviseurs d’entreprises personnes physiques et à condition que cette demande soit adressée à l’Institut au moins huit jours calendrier avant la date de l’assemblée générale.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu’une assemblée générale est appelée à procéder à des élections, le président de l’Institut en avise les réviseurs d’entreprises au moins deux mois avant la réunion en mentionnant les mandats vacants. Pour être recevables, les candidatures doivent parvenir au président de l’Institut au plus tard un mois avant la réunion, et elles doivent être soutenues par au moins dix réviseurs d’entreprises personnes physiques.

#### § 2. Ne sont pas éligibles au Conseil:

1° les réviseurs d’entreprises personnes physiques qui, à la date limite pour le dépôt des candidatures, exercent la profession depuis moins de cinq ans ;

2° les cabinets de révision ;

3° les réviseurs d’entreprises personnes physiques qui, à la date limite pour le dépôt des candidatures, sont en défaut de paiement de cotisation ;

4° les réviseurs d’entreprises personnes physiques à l’encontre desquels une mesure de suspension temporaire ou de retrait de la qualité de réviseur d’entreprises a été prise soit par le Collège, conformément à l’article 57 de la loi, soit par la Commission des sanctions conformément à l’article 59 de la loi, et qui fait encore l’objet d’un recours pendant au moment des élections, soit devant la Cour d’appel de Bruxelles conformément à l’article 121, § 1<sup>er</sup>, 4bis°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et des services financiers, soit devant le Conseil d’Etat ;

5° les réviseurs d’entreprises personnes physiques qui, depuis moins de cinq ans à la date de l’assemblée générale, ont fait l’objet d’une mesure de suspension inférieure à six mois, et ceux qui, depuis moins de dix ans, ont été frappés d’une peine de suspension de six mois au moins ; le délai commence à courir à dater du moment où la décision est devenue définitive ;

6° les réviseurs d’entreprises personnes physiques à l’encontre desquels une mesure de suspension ou de radiation a été prise par l’un des organes disciplinaires abrogés par la loi et dont un recours est encore pendant au moment des élections.

§ 3. Si le nombre des candidats présentés régulièrement est inférieur au double des mandats à conférer, le Conseil peut d’initiative présenter des candidats, moyennant l’accord de ceux-ci.

Si le nombre des candidats présentés, le cas échéant en application de l’alinéa précédent, est égal au nombre de mandats à conférer, ces candidats sont proclamés élus par l’assemblée générale sans autre formalité.

§ 4. Les mandats sont conférés à la majorité des réviseurs d’entreprises présents ou représentés. Si, après le premier tour de scrutin, la majorité requise n’a pas été atteinte, il est organisé un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont recueilli le plus grand nombre de voix. S’il y a partage des voix, la priorité est donnée à la participation au scrutin de ballottage au membre le plus jeune.

Est élu à la suite du scrutin de ballottage, celui qui a recueilli le plus grand nombre de voix. S’il y a partage des voix lors du scrutin de ballottage, le candidat le plus jeune a la priorité.

#### CHAPITRE 5. — Conseil

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil peut déléguer, le cas échéant dans les conditions qu’il fixe, les tâches suivantes au Comité exécutif visé à l’article 69, § 4, de la loi :

1° dans les cas visés à l’article 9 de la loi, retirer la qualité de réviseur d’entreprises en vertu de la délégation visée à l’article 41 de la loi ;

De notulen van de algemene vergaderingen worden bewaard op de zetel van het Instituut. Op vraag van de bedrijfsrevisoren worden ze hen meegeleid.

De voorzitter van het Instituut beslist over de uitreiking van uittreksels die bestemd zijn voor personen die geen bedrijfsrevisor zijn en ondertekent ze.

**Art. 13.** De besluiten van de algemene vergadering worden bij handopsteken genomen, tenzij de algemene vergadering of de voorzitter van het Instituut anders beslist.

De stemming is geheim wanneer zij verkiezingen betreft.

Buiten de in het eerste en tweede lid bedoelde gevallen, kan slechts tot een geheime stemming worden overgegaan middels een schriftelijk verzoek daartoe vanwege vijftig bedrijfsrevisoren-natuurlijke personen en op voorwaarde dat dit verzoek ten minste acht kalenderdagen vóór de datum van de algemene vergadering aan het Instituut wordt gericht.

**Art. 14.** § 1. Wanneer een algemene vergadering tot verkiezingen moet overgaan, brengt de voorzitter van het Instituut de bedrijfsrevisoren hiervan ten minste twee maanden vóór de vergadering op de hoogte met vermelding van de te begeven mandaten. Om ontvankelijk te zijn, moeten de kandidaturen uiterlijk één maand vóór de vergadering bij de voorzitter van het Instituut toekomen en door ten minste tien bedrijfsrevisoren-natuurlijke personen worden gesteund.

#### § 2. Niet verkiebaar in de Raad zijn:

1° de bedrijfsrevisoren-natuurlijke personen die op de uiterste datum voor de indiening van de kandidaturen het beroep sedert minder dan vijf jaar uitoefenen;

2° de bedrijfsrevisorenkantoren;

3° de bedrijfsrevisoren-natuurlijke personen die, op de uiterste datum voor het indienen van de kandidaturen, hun bijdragen niet hebben betaald;

4° de bedrijfsrevisoren-natuurlijke personen tegen welke een maatregel van tijdelijke schorsing of van intrekking van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor werd genomen, hetzij door het College overeenkomstig artikel 57 van de wet, hetzij door de Sanctiecommissie overeenkomstig artikel 59 van de wet, en waarvoor, op het ogenblik van de verkiezingen, een beroep aanhangig is, hetzij bij het Hof van Beroep te Brussel overeenkomstig artikel 121, § 1, 4bis°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, hetzij bij de Raad van State;

5° de bedrijfsrevisoren-natuurlijke personen die, sedert minder dan vijf jaar vóór de datum van de algemene vergadering, het voorwerp hebben uitgemaakt van een schorsingsmaatregel van minder dan zes maanden en zij die, sedert minder dan tien jaar, een schorsing van ten minste zes maanden hebben opgelopen; de termijn begint te lopen vanaf het tijdstip dat de beslissing definitief is geworden;

6° de bedrijfsrevisoren-natuurlijke personen aan wie een schorsing of schrapping werd opgelegd door een van de tuchtinstanjes opgeheven door de wet en waarvan een beroep nog hangende is op het moment van de verkiezingen.

§ 3. Indien het aantal regelmatig voorgedragen kandidaten lager ligt dan het dubbel van het aantal te begeven mandaten, kan de Raad op eigen initiatief kandidaten voordragen, mits het akkoord van deze laatsten.

Indien het aantal voorgedragen kandidaten, in voorkomend geval in toepassing van het vorige lid, gelijk is aan het aantal te begeven mandaten, worden deze kandidaten, zonder andere vormvereisten door de algemene vergadering als verkozen verklaard.

§ 4. De mandaten worden toegekend bij meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde bedrijfsrevisoren. Indien na de eerste stemronde de vereiste meerderheid niet wordt bereikt, vindt er een herstemming plaats over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben bekomen. Bij staking van stemmen wordt de deelneming aan de herstemming bepaald voorrang verlenend aan het jongste lid.

Bij de herstemming wordt diegene benoemd die de meeste stemmen heeft bekomen. Bij staking van stemmen bij de herstemming krijgt de jongste kandidaat de voorkeur.

#### HOOFDSTUK 5. — Raad

**Art. 15.** § 1. De Raad kan, in voorkomend geval binnen de door hem vastgestelde voorwaarden, de volgende taken aan het Uitvoerend Comité bedoeld in artikel 69, § 4, van de wet, delegeren:

1° in de gevallen bedoeld in artikel 9 van de wet, de hoedanigheid van bedrijfsrevisor intrekken krachtens de in artikel 41 van de wet bedoelde delegatie;

2° assurer la tenue et la mise à jour complète et en temps utile du registre public conformément à l'article 10 de la loi et à l'arrêté royal du 21 juillet 2017 relatif à l'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises ainsi qu'à l'inscription et à l'enregistrement dans le registre public des réviseurs d'entreprises ;

3° assurer que les informations requises enregistrées dans le registre public sont accessibles au public conformément à l'article 10, § 4, de la loi ;

4° engager ou licencier le personnel de l'Institut et en fixer les rémunérations ;

5° effectuer tous paiements autorisés par le Conseil.

§ 2. Conformément à l'article 41 de la loi, le Comité exécutif communique les décisions d'octroi et de retrait de la qualité de réviseur d'entreprises au Collège.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil se réunit, sur convocation du président, toutes les fois que l'intérêt de l'Institut le requiert et au moins huit fois par an. La convocation mentionne l'ordre du jour et est accompagnée des documents nécessaires. Sauf en cas d'urgence, elle est adressée huit jours calendrier au moins avant la réunion, le cas échéant de façon électronique.

§ 2. En cas d'urgence, le président du Conseil de l'Institut peut convoquer le Conseil à une réunion se tenant par le biais d'une conférence téléphonique ou d'une vidéoconférence.

Dans ce cas, la convocation est adressée vingt-quatre heures au moins avant la réunion, le cas échéant de façon électronique.

La procédure décisionnelle mise en œuvre conformément au présent paragraphe ne peut en aucun cas concerter l'arrêt des comptes annuels de l'Institut.

**Art. 17.** Le président convoque le Conseil lorsqu'au moins quatre membres en font la demande écrite. Cette demande mentionne l'objet à porter à l'ordre du jour. La séance a lieu au plus tard dix jours calendrier après l'introduction de la demande.

**Art. 18.** Sans préjudice de l'article 27, les réunions du Conseil sont présidées par le président de l'Institut.

**Art. 19.** Le Conseil ne peut délibérer valablement que lorsque sept de ses membres au moins sont présents. Les procurations ne sont pas admises.

Trois membres peuvent demander qu'une question soit reportée à la réunion suivante. Il ne pourra être passé outre cette demande qu'avec l'accord d'au moins six membres présents.

**Art. 20.** Les délibérations du Conseil sont consignées dans un procès-verbal dont le projet est envoyé aux membres du Conseil et est soumis à leur approbation à la séance suivante.

Les procès-verbaux approuvés sont signés par le président et par un secrétaire au moins ; ils sont conservés au siège de l'Institut.

**Art. 21.** Le Conseil peut former en son sein tous comités qu'il estime utile de créer. Il en définit les attributions. Le président et le vice-président du Conseil sont d'office membres de tout comité.

Le Conseil peut aussi constituer des commissions permanentes, des groupes de travail ou des cellules techniques qu'il juge utiles pour accomplir l'objet de l'Institut. Le Conseil peut inviter des personnes extérieures à l'Institut à en faire partie. Les comités, commissions, groupes de travail et cellules techniques soumettent leurs conclusions au Conseil.

**Art. 22.** Le Conseil nomme les quatre réviseurs d'entreprises qui siègent à l'assemblée consultative pour la supervision publique de la profession des réviseurs d'entreprises, visée à l'article 63 de la loi.

Le président et le vice-président de l'Institut sont nommés d'office.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Les modalités de la rémunération éventuelle ou des jetons de présence liés à la participation à des comités, des commissions, des groupes de travail et des cellules sont déterminées par le Conseil dans les limites du budget fixé par l'assemblée générale.

§ 2. Le Conseil peut autoriser le remboursement à ses membres et aux membres des comités, commissions et groupes de travail :

1° des frais de déplacement et autres débours qu'ils exposent pour assister aux réunions régulières du Conseil, d'un comité, d'une commission ou d'un groupe de travail ou pour accomplir des missions qui leur sont confiées par le Conseil ou avec l'accord de celui-ci;

2° het houden en het volledig en tijdig bijwerken van het openbaar register overeenkomstig artikel 10 van de wet en het koninklijk besluit van 21 juli 2017 betreffende de toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor alsook de inschrijving en registratie in het openbaar register van de bedrijfsrevisoren;

3° verzekeren van de publieke toegankelijkheid van de vereiste gegevens opgeslagen in het openbaar register, overeenkomstig artikel 10, § 4, van de wet;

4° het personeel van het Instituut aanwerven of ontslaan en hun bezoldigingen vaststellen;

5° uitvoeren van alle door de Raad toegestane betalingen.

§ 2. Overeenkomstig artikel 41 van de wet stelt het Uitvoerend Comité het College in kennis van de beslissingen tot toekenning en intrekking van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

**Art. 16.** § 1. De Raad komt bijeen op uitnodiging van de voorzitter, telkens het belang van het Instituut het vereist en ten minste achtmaal per jaar. De oproeping vermeldt de agenda en is vergezeld van de vereiste documenten. Behoudens hoogdringendheid wordt de oproeping ten minste acht kalenderdagen vóór de vergadering verzonden, in voorkomend geval elektronisch.

§ 2. Bij hoogdringendheid kan de voorzitter van de Raad van het Instituut de Raad bijeenroepen voor een vergadering die plaats vindt door middel van een conferencecall of een videoconferentie.

In dat geval wordt de uitnodiging ten minste vierentwintig uur vóór de vergadering verzonden, in voorkomend geval elektronisch.

De krachtens deze paragraaf geïmplementeerde besluitvormingsprocedure mag in geen geval betrekking hebben op het vaststellen van de jaarrekening van het Instituut.

**Art. 17.** De voorzitter roept de Raad bijeen wanneer ten minste vier leden schriftelijk erom verzoeken. Het verzoek vermeldt het onderwerp dat op de agenda moet worden geplaatst. De vergadering vindt plaats ten laatste tien kalenderdagen na het indienen van het verzoek.

**Art. 18.** Onverminderd artikel 27 worden de vergaderingen van de Raad voorgezeten door de voorzitter van het Instituut.

**Art. 19.** De Raad kan slechts geldig beraadslagen wanneer ten minste zeven van zijn leden aanwezig zijn. Volmachten zijn niet toegestaan.

Drie leden kunnen vragen dat een vraag wordt overgedragen naar een volgende vergadering. Aan deze vraag kan slechts voorbijgegaan worden mits akkoord van ten minste zes aanwezige leden.

**Art. 20.** De beraadslagingen van de Raad worden opgenomen in notulen, die in ontwerp aan de Raadsleden worden toegestuurd en hen tijdens de volgende vergadering, ter goedkeuring worden voorgelegd.

De goedgekeurde notulen worden door de voorzitter en door ten minste één secretaris ondertekend; zij worden op de zetel van het Instituut bewaard.

**Art. 21.** De Raad mag in zijn midden alle door hem nuttig geachte comités oprichten. Hij stelt de bevoegdheden ervan vast. De voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad zijn van ambtswege lid van elk comité.

De Raad mag eveneens permanente commissies, technische werkgroepen of cellen oprichten die hij nodig acht tot verwezenlijking van het doel van het Instituut. De Raad kan personen extern aan het Instituut vragen hieraan deel te nemen. De comités, commissies, technische werkgroepen en cellen leggen hun besluiten voor aan de Raad.

**Art. 22.** De Raad benoemt de vier bedrijfsrevisoren die zetelen in de raadgevende vergadering voor het publiek toezicht op het beroep van de bedrijfsrevisoren bedoeld in artikel 63 van de wet.

De voorzitter en de ondervoorzitter van het Instituut worden van ambtswege benoemd.

**Art. 23.** § 1. De eventuele vergoedingsmodaliteiten of presentiegelden die verband houden met de deelneming aan de comités, commissies, werkgroepen en cellen worden door de Raad bepaald binnen de grenzen van de door de algemene vergadering vastgestelde begroting.

§ 2. De Raad kan toestaan dat aan zijn leden en aan de leden van de comités, commissies en werkgroepen worden terugbetaald:

1° de reis- en andere kosten die zij maken om de regelmatig samengeroepen vergaderingen van de Raad, van een comité, commissie of werkgroep bij te wonen of om de opdrachten te vervullen, die hen door de Raad of met zijn instemming zijn toevertrouwd;

2° des frais exposés par eux et avec l'accord du Conseil dans l'intérêt de l'Institut.

§ 3. Le Conseil peut fixer, dans les limites du budget approuvé par l'assemblée générale, les indemnités de fonction et de défraiement du président et du vice-président ainsi que des autres personnes investies de fonctions spécifiques.

**Art. 24.** Le Comité exécutif est constitué au moins du président et du vice-président de l'Institut.

Chaque fois que le Conseil se réunit, le Comité exécutif ou le président fait rapport sur la gestion. Le procès-verbal du Comité exécutif est adressé aux membres du Conseil.

**Art. 25.** Sans préjudice des articles 12, 20, et 27 et des pouvoirs de signature qui seraient décidés par le Conseil, tous les documents émanant de l'Institut doivent, pour engager celui-ci, être signés par le président ou par le vice-président de l'Institut.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. La démission d'un membre du Conseil n'est valablement présentée que si elle a été adressée par écrit au président de l'Institut.

§ 2. Il est pourvu aux vacances par l'assemblée générale annuelle. Toutefois, lorsque plus de deux mandats sont devenus vacants, le Conseil doit, au plus tard deux mois après la survenance de la vacance du troisième mandat, convoquer une assemblée générale à l'effet de procéder à l'élection des nouveaux membres.

#### CHAPITRE 6. — *Fonctions de président, de vice-président, de secrétaire et de trésorier*

**Art. 27.** En cas d'absence ou d'empêchement du président, ses fonctions sont exercées par le vice-président ou, à défaut, par le membre du Conseil disposant de l'ancienneté la plus importante au sein du Conseil, qui n'est pas lui-même absent ou empêché.

**Art. 28.** Les secrétaires surveillent l'organisation et le fonctionnement du secrétariat, la tenue et la mise à jour du registre public ainsi que la conservation des archives. Ils sont chargés du secrétariat de l'assemblée générale. Ils préparent les assemblées générales et les réunions du Conseil, ainsi que les procès-verbaux correspondants.

**Art. 29.** Le trésorier est dépositaire de tous les biens meubles de l'Institut. Il assure la recette des cotisations et de toutes les sommes dues à l'Institut et en délivre quittance.

Sans préjudice de pouvoirs similaires attribués aux membres du Comité exécutif en vertu de l'article 15, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, il effectue tous paiements autorisés par le Conseil ou le Comité exécutif.

Il établit les projets de comptes annuels ainsi que le projet de budget et les soumet au Conseil.

A la fin de chaque trimestre, il présente au Conseil un aperçu de la situation financière accompagné d'un état de l'exécution du budget.

#### CHAPITRE 7. — *Comptes annuels et budget*

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil fixe la teneur du plan comptable et détermine les règles d'évaluation, dans le respect des dispositions de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations.

§ 2. Au plus tard six semaines avant l'assemblée générale, le trésorier soumet au Conseil :

1° un projet de comptes annuels de l'Institut clôturés au 31 décembre ;

2° un projet de budget pour l'année nouvelle.

§ 3. Le Conseil arrête les comptes annuels qui donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'Institut pour l'année écoulée.

Ils sont établis conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations.

§ 4. Le Conseil soumet les comptes annuels, au plus tard un mois avant la date fixée pour l'assemblée générale prévue à l'article 6, à la vérification des commissaires qui sont tenus de déposer leur rapport au plus tard quinze jours calendrier avant l'assemblée.

2° de door hen en met het akkoord van de Raad in het belang van het Instituut gedane uitgaven.

§ 3. De Raad kan, binnen de grenzen van de begroting goedgekeurd door de algemene vergadering, de functie- en de kostenvergoedingen van de voorzitter en de ondervoorzitter vastleggen, alsook van andere personen belast met specifieke functies.

**Art. 24.** Het Uitvoerend Comité bestaat ten minste uit de voorzitter en de ondervoorzitter van het Instituut.

Telkens wanneer de Raad vergadert, brengt het Uitvoerend Comité of de voorzitter verslag uit over het bestuur. De notulen van het Uitvoerend Comité worden aan de leden van de Raad overgemaakt.

**Art. 25.** Onverminderd de artikelen 12, 20, en 27 en de onderteekningsmachting waartoe de Raad zou beslissen, moeten alle stukken die van het Instituut uitgaan, om het Instituut te verbinden, getekend zijn door de voorzitter of door de ondervoorzitter van het Instituut.

**Art. 26.** § 1. Het ontslag van een lid van de Raad is slechts geldig ingediend wanneer het schriftelijk aan de voorzitter van het Instituut is gericht.

§ 2. De jaarlijkse algemene vergadering voorziet in de vacatures. Wanneer meer dan twee mandaten zijn opgevallen, moet de Raad, ten laatste twee maanden na het vacant worden van het derde mandaat, een algemene vergadering samenroepen teneinde tot de verkiezing van de nieuwe leden over te gaan.

#### HOOFDSTUK 6. — *Functies van de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris en de penningmeester*

**Art. 27.** In geval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter worden zijn functies uitgeoefend door de ondervoorzitter of, bij gebreke daarvan, door het raadslid met de grootste anciénniteit binnen de Raad, dat zelf niet afwezig of verhinderd is.

**Art. 28.** De secretarissen houden toezicht op de organisatie en de werking van het secretariaat, op het houden en bijwerken van het openbaar register, alsook op het bewaren van het archief. Zij zijn belast met het secretariaat van de algemene vergadering. Zij bereiden de algemene vergaderingen en de vergaderingen van de Raad voor, evenals de erop betrekking hebbende notulen.

**Art. 29.** De penningmeester is de bewaarder van alle roerende goederen van het Instituut. Hij zorgt voor het innen van de bijdragen en van alle aan het Instituut verschuldigde sommen en geeft kwijting.

Onverminderd gelijkaardige bevoegdheden toegekend aan de leden van het Uitvoerend Comité krachtens artikel 15, § 1, 5<sup>o</sup>, voert hij alle door de Raad of het Uitvoerend Comité toegestane betalingen uit.

Hij stelt het ontwerp van jaarrekening en het ontwerp van begroting op en legt deze voor aan de Raad.

Op het einde van elk trimester legt hij aan de Raad een overzicht van de financiële toestand voor, vergezeld van een staat van de uitvoering van de begroting.

#### HOOFDSTUK 7. — *Jaarrekening en begroting*

**Art. 30.** § 1. De Raad stelt de inhoud van het rekeningenstelsel vast en bepaalt de waarderingsregels, met naleving van de bepalingen van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen.

§ 2. Ten laatste zes weken voor de algemene vergadering legt de penningmeester aan de Raad voor :

1° een ontwerp van jaarrekening van het Instituut afgesloten op 31 december;

2° een ontwerp van begroting voor het nieuwe jaar.

§ 3. De Raad stelt de jaarrekening die een getrouw beeld geeft van het vermogen, de financiële toestand en de resultaten van het Instituut over het afgelopen jaar, vast.

Deze wordt opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen.

§ 4. De Raad legt de jaarrekening uiterlijk één maand vóór de datum vastgesteld voor de algemene vergadering voorgescreven bij artikel 6 ter verificatie aan de commissarissen voor, die hun verslag ten laatste vijftien kalenderdagen vóór de vergadering moeten voorleggen.

§ 5. Les comptes annuels et le rapport des commissaires ainsi que le projet de budget sont joints à la convocation à l'assemblée générale selon les modalités fixées par le Conseil conformément à l'article 6.

#### CHAPITRE 8. — *Informations à fournir par les réviseurs d'entreprises et les cabinets d'audit enregistrés*

**Art. 31.** Le Conseil peut requérir de la part des réviseurs d'entreprises et des cabinets d'audit enregistrés la production de toutes les informations qu'il estime nécessaire dans le cadre des missions dont l'Institut est investi par la loi ou dans le cadre d'une demande du Collège.

Les réviseurs d'entreprises exerçant un ou plusieurs mandats de commissaire auprès d'entités d'intérêt public communiquent annuellement à l'Institut l'hyperlien vers la partie du site internet dans laquelle sont publiées les informations visées à l'article 23 de la loi.

Le Conseil détermine la forme, le contenu et la périodicité des informations visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

Les réviseurs d'entreprises personnes physiques dont l'activité s'exerce au travers d'un cabinet de révision sont dispensés des obligations prévues aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, lorsqu'ils exercent leur activité professionnelle dans leur totalité au sein de ce cabinet.

#### CHAPITRE 9. — *Modalités de communication*

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Les communications à portée individuelle entre l'Institut et un réviseur d'entreprises, ainsi que les communications entre un réviseur d'entreprises et l'Institut, sont faites par courrier avec accusé de réception, en ce compris les e-mail, les envois par porteur, les lettres recommandées à la poste ou les exploits d'huissier. A défaut, les délais prévus par la loi ou ses arrêtés d'exécution sont réputés ne pas avoir commencé à courir, et/ou la communication pourra être considérée par son destinataire comme n'ayant pas été faite. Les communications se font toujours dans la langue dans laquelle le réviseur d'entreprises est inscrit au registre public.

§ 2. Les communications à portée générale de l'Institut envers les réviseurs d'entreprises sont faites dans les formes arrêtées par le Conseil.

#### CHAPITRE 10. — *Rappel à l'ordre*

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires plus sévères, un rappel à l'ordre est adressé par le Conseil, conformément à l'article 81 de la loi, à tout réviseur d'entreprises qui reste en défaut de payer tout ou partie des cotisations ou de communiquer les documents qui servent à la fixation des cotisations, de communiquer les renseignements ou documents qu'il est tenu de communiquer à l'Institut aux fins de l'accomplissement des tâches qui lui sont déléguées en vertu de l'article 41 de la loi ou encore de communiquer des renseignements ou documents qu'il est tenu de communiquer au Collège lorsque celui-ci en a confié la collecte à l'Institut.

§ 2. La qualité de réviseur d'entreprises est retirée par le Conseil dans les cas visés à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi.

#### CHAPITRE 11. — *Normes et recommandations*

**Art. 34.** Les normes et recommandations visées à l'article 31 de la loi ainsi que leurs mises à jour, sont publiées sur le site internet de l'Institut où le public pourra les consulter; elles sont également communiquées par courrier au Conseil supérieur.

#### CHAPITRE 12. — *Dispositions finales*

**Art. 35.** L'arrêté royal du 7 juin 2007 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'entreprises est abrogé.

**Art. 36.** Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 février 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
K. PEETERS

§ 5. De jaarrekening en het verslag van de commissarissen evenals het ontwerp van begroting worden bij de oproeping tot de algemene vergadering gevoegd op de wijze bepaald door de Raad overeenkomstig artikel 6.

#### HOOFDSTUK 8. — *Mededeling door de bedrijfsrevisoren en de geregistreerde auditkantoren*

**Art. 31.** De Raad kan de bedrijfsrevisoren en de geregistreerde auditkantoren verzoeken om voorlegging van alle informatie die hij nodig acht binnen de door de wet aan het Instituut toevertrouwde opdrachten of in het kader van een verzoek vanwege het College.

De bedrijfsrevisoren die één of meerdere commissarismandaten in een organisatie van openbaar belang uitoefenen, delen jaarlijks aan het Instituut de hyperlink mee naar het deel van de website waar de in artikel 23 van de wet bedoelde informatie is bekendgemaakt.

De Raad bepaalt de vorm, de inhoud en de periodiciteit van de informatie bedoeld in het eerste en tweede lid.

De bedrijfsrevisoren-natuurlijke personen die hun activiteiten uitvoeren middels een bedrijfsrevisorenkantoor, zijn vrijgesteld van de verplichtingen bedoeld in het eerste en tweede lid wanneer zij hun gehele beroepsactiviteit in dit kantoor hebben ingebracht.

#### HOOFDSTUK 9. — *Mededelingsmodaliteiten*

**Art. 32.** § 1. De mededelingen met een individuele draagwijdte tussen het Instituut en een bedrijfsrevisor, evenals de mededelingen tussen een bedrijfsrevisor en het Instituut, gebeuren per post met ontvangstbewijs, met inbegrip van e-mail, zending per drager, aantekende brief of bij deurwaarderexploot. Bij gebreke daarvan worden de termijnen voorzien in de wet of haar uitvoeringsbesluiten geacht nog niet te zijn begonnen lopen, en/of de mededeling zal door zijn bestemming kunnen worden beschouwd als niet gebeurd zijnde. De mededelingen gebeuren steeds in de taal waarin de bedrijfsrevisor in het openbaar register is ingeschreven.

§ 2. De mededelingen van het Instituut met een algemene draagwijdte ten aanzien van de bedrijfsrevisoren gebeuren in de door de Raad vastgestelde vorm.

#### HOOFDSTUK 10. — *Terechtwijzing*

**Art. 33.** § 1. Onverminderd andere strengere wettelijke of reglementaire bepalingen wordt, overeenkomstig artikel 81 van de wet, een terechtwijzing door de Raad gericht aan elke bedrijfsrevisor die nalaat om alle of een deel van de bijdragen te betalen, om de documenten tot vaststelling van de bijdragen over te leggen, om de inlichtingen of de documenten mee te delen die hij aan het Instituut moet meedelen voor de uitvoering van de krachtens artikel 41 van de wet aan het Instituut gedelegeerde taken, om de inlichtingen of de documenten mee te delen die hij aan het College moet meedelen wanneer het College de inzameling van die inlichtingen of documenten aan het Instituut heeft toevertrouwd.

§ 2. De hoedanigheid van bedrijfsrevisor wordt door de Raad ingetrokken in de gevallen bedoeld in artikel 9, § 1, 1<sup>o</sup>, van de wet.

#### HOOFDSTUK 11. — *Normen en aanbevelingen*

**Art. 34.** De normen en aanbevelingen zoals bedoeld in artikel 31 van de wet, evenals hun bijwerkingen, worden openbaar gemaakt op de website van het Instituut, alwaar het publiek hiervan inzage kan nemen; zij worden tevens per post overgemaakt aan de Hoge Raad.

#### HOOFDSTUK 12. — *Slotbepalingen*

**Art. 35.** Het koninklijk besluit van 7 juni 2007 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren wordt opgeheven.

**Art. 36.** De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 februari 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
K. PEETERS